



CONVENTION DE FINANCEMENT ET DE SUIVI
Entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole

Pour l'installation et l'exploitation des stations Velib' éphémères
dans Paris
à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024

ENTRE

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole, établissement public à caractère administratif, régi par les dispositions des articles L5111-1 et suivants et L5721-1 et suivants du CGCT, représenté par son Président dûment habilité à signer la présente convention par délégation du comité syndical Autolib' et Velib' Métropole,
Ci-après dénommé « le bénéficiaire »

ET

La Métropole du Grand Paris, représentée par son Président, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération XXX du Bureau de la Métropole du 19 juin 2024,
Ci-après dénommée « Métropole du Grand Paris »,

Il a été exposé ce qui suit.

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle de la Métropole du Grand Paris, de nombreuses collectivités et établissements publics se sont rassemblés au sein du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole pour permettre à leurs habitants et aux actifs d'accéder à des services de mobilité partagée et notamment de vélos en libre-service (VLS).

La Métropole du Grand Paris définit et met en œuvre des programmes d'actions en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment en favorisant le développement de l'action publique pour la mobilité durable.

La Métropole du Grand Paris a adhéré au syndicat mixte le 6 mars 2017, permettant d'une part à la Métropole d'être associée à la mise en œuvre du marché Velib' Métropole d'une durée d'exploitation de 15 ans du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2032 par son titulaire Smovengo et d'autre part, d'aider financièrement les communes à maintenir ou s'équiper du dispositif.

Dans ce cadre, une convention entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a été signée le 20 décembre 2017 afin de définir les conditions de financement du service Velib' Métropole par la Métropole et de permettre le suivi du service Velib'.

Après une première phase de déploiement de 1 402 stations Velib' dont 392 stations installées dans les collectivités adhérentes au Syndicat hors Paris et en raison du succès du service public Velib' auprès des usagers, il a été acté la réalisation de nouvelles stations et l'extension du service sur de nouvelles collectivités adhérentes au Syndicat.

Le plan de relance adopté par la Métropole du Grand Paris le 15 mai 2020, prévoyait l'extension de Velib' Métropole avec la création de 100 nouvelles stations d'ici 2022, dont l'implantation serait privilégiée le long des principaux axes structurants et à proximité des transports en commun.

Un premier avenant, en date de décembre 2020, est venu préciser les conditions du soutien financier de la Métropole du Grand Paris à cette nouvelle phase de déploiement du service Velib' pour 100 stations supplémentaires sur le territoire métropolitain avant la fin 2022. Au 31 décembre 2022, 45 stations supplémentaires ont été effectivement implantées.

Un deuxième avenant, approuvé le 13 juillet 2023, a validé une augmentation de 11,52% du soutien financier de la Métropole du Grand Paris au Syndicat à partir de l'exercice 2023 et est venu préciser le soutien financier de la Métropole du Grand Paris pour les stations complémentaires déployées à partir du 1^{er} janvier 2023.

Un troisième avenant, approuvé le 20 décembre 2023, a validé :

- Les modalités de la participation financière de la Métropole du Grand Paris au fonctionnement du service public Velib' Métropole, en application des articles 8-3 et 14 des statuts du Syndicat ainsi que de la délibération 2023 25 du 20 juin 2023 portant modification des contributions au Syndicat ;
- Les modalités de subventions exceptionnelles aux stations éphémères dites humanisées (hors Paris) lors des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 ;
- Les modalités d'association de la Métropole aux actions de communication du Syndicat.

Afin de faciliter l'usage du service public Velib' Métropole durant la période des Jeux Olympiques et Paralympiques, il est prévu d'installer des stations géantes - dites éphémères ou humanisées- à proximités de plusieurs sites de compétitions pour favoriser l'usage du vélo et contribuer aux facilités de déplacements.

La Métropole du Grand Paris finance l'intégralité des coûts associés à l'installation et l'exploitation des stations géantes – dites éphémères ou humanisées - hors Paris, dans la limite de 400.000€ (Stade de France à Saint-Denis, Stade Yves du Manoir à Colombes et Paris La Défenses ARENA à Nanterre).

La Ville de Paris et le Syndicat Mixte Autolib' Vélib' Métropole sollicitent la Métropole du Grand Paris pour une participation au financement des stations éphémères dites humanisées dans Paris lors des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, objet de la présente convention.

Article 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir :

- Les modalités de subventions exceptionnelles de la Métropole aux stations éphémères dites humanisées dans Paris lors des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 ;
- Les modalités d'association de la Métropole aux actions de suivi et de communication relatives à l'installation et l'exploitation desdites stations.

Dans ce qui suit, le PROJET renverra à l'installation et l'exploitation des stations éphémères dites humanisées dans Paris lors des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, objet de la subvention exceptionnelle pour les stations dans Paris et dont une présentation détaillée est précisée dans l'annexe 1 ***“Présentation, emplacement et estimation des coûts prévisionnels des stations géantes projetées dans Paris”***.

Par la présente convention, le Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le PROJET, pour un montant prévisionnel de la subvention exceptionnelle indiqué à l'article 3 de la présente convention.

Le Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole s'engage à associer la Métropole du Grand Paris au suivi du PROJET et à l'informer de l'avancement de sa mise en œuvre.

Toute modification des emplacements, nécessite une validation de la Ville de Paris, et une information de la Métropole du Grand Paris dans un délai de 48h maximum.

Le Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole s'engage à produire une évaluation du PROJET selon les modalités décrites dans ***“l'annexe 2 - Suivi du dispositif de mise en place de stations éphémères pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024”***

La Métropole du Grand Paris contribue financièrement à ce projet.

Article 2 DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à sa date de dernière signature. Elle arrive à échéance le 1^{er} jour du mois suivant le versement du solde de la subvention.

Le bénéficiaire s'engage à produire les pièces justificatives attestant de la réalisation de l'intégralité de PROJET dans un délai de 12 mois à compter de la date d'attribution de la subvention.

A défaut de production des pièces dans ces délais, le versement de la subvention (premier paiement et/ou acomptes) est annulé et le bénéficiaire doit procéder au remboursement des paiements le cas échéant, sauf accord contraire des parties pour conclure un avenant selon les modalités définies à l'article 10.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'intégralité du dispositif présenté dans l'annexe 1, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires.

Article 3 MONTANT ET MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La Métropole du Grand Paris s'engage à participer, à travers une subvention exceptionnelle au Syndicat Autolib' Vélib' Métropole, au financement de 50% des coûts prévisionnels HT associés au PROJET, dans la limite de 250 000 €.

Le montant de la subvention de la Métropole du Grand Paris sera fonction du coût définitif des stations effectivement commandées par le bénéficiaire.

Le coût et l'emplacement des stations géantes projetées sont annexés au présent avenant.

Considérant les études déjà entreprises par le bénéficiaire pour garantir une mise en œuvre effective des stations géantes pendant la période des Jeux Olympiques et Paralympiques, la Métropole du Grand Paris pourra, à titre exceptionnel, être amenée à subventionner des dépenses réalisées antérieurement à la délibération portant attribution de la subvention.

La subvention afférente sera versée en une fois sur la base d'un service fait et après transmission d'un appel de fonds assorti des justificatifs ci-dessous :

- Une attestation de l'exécutif du syndicat attestant de la réalisation du dispositif ;
- L'état récapitulatif des dépenses réalisées et acquittées visé par le comptable public ;
- Le descriptif du dispositif effectivement déployé précisant notamment le détail des jours et amplitudes de fonctionnement des stations mises en place ;
- Les photos des installations des stations éphémères conformes à l'habillage convenu entre les parties.

Article 4 PUBLICITE

La Métropole du Grand Paris est informée suffisamment en amont et associée à toutes les actions de communication et de promotion, ainsi qu'à l'ensemble des événements relatifs au PROJET.

Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible la mention « Avec le soutien de la Métropole du Grand Paris » ainsi que le logotype sur l'ensemble des outils d'information, de communication, de

promotion (carton, signalétique, affiche, annonce presse, etc.) et de présentation (dossier de presse, etc.) relatifs au PROJET.

L'habillage des stations constitutives du PROJET sera convenu avec la Métropole et la Ville de Paris, dans la limite des contraintes imposées par le Comité d'Organisation Paris 2024. Le logo de la Métropole du Grand Paris devra figurer de manière visible sur les habillages des stations géantes.

Avant réalisation, le bénéficiaire devra systématiquement soumettre tous ces documents et/ou outils de communication à la Direction de la Communication et des Relations Presse de la Métropole du Grand Paris pour validation.

A cet effet, la Direction de la Communication et des Relations Presses de la Métropole transmettra le guide d'utilisation du logotype de la Métropole du Grand Paris à respecter.

La Métropole du Grand Paris se réserve le droit de procéder à un contrôle du respect de cette obligation de publicité par sondage, visite sur place, demande de communication de pièces ou tout autre moyen qu'elle jugera opportun.

Le Syndicat Autolib' Velib' Métropole s'engage à transmettre à la Métropole un justificatif pour chacun des sites montrant la présence effective du logo de la Métropole et/ou de la mention du « Avec le soutien de la Métropole du Grand Paris ».

PROJET

Article 5 AUTRES ENGAGEMENTS & SANCTIONS

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe la Métropole du Grand Paris sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

La Métropole procède au contrôle de la réalisation des projets subventionnés dans le délai fixé à l'article 2 (ou de l'avenant le cas échéant). A ce titre, le bénéficiaire fournit les justificatifs de paiement permettant de justifier de la totale réalisation du projet. A défaut, la Métropole est fondée à solliciter un remboursement du trop-perçu au prorata du montant réalisé.

En cas de retard significatif, d'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit de la Métropole du Grand Paris, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article L 1611-4 du CGCT, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire et avoir entendu ses représentants.

Article 6 MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois au plus tard suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit.

Article 7 RÉSILIATION

Les parties s'engagent respecter intégralement les dispositions de la présente convention.

Les modifications au PROJET, apportées unilatéralement par le bénéficiaire, peuvent entraîner l'annulation ou la résiliation de la présente convention et le remboursement des subventions correspondantes.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous les autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 8 REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable de leurs différends.

Tout litige pouvant survenir à l'occasion de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

PROJET

Fait en deux exemplaires

A
Le

A
Le

Pour la Métropole du Grand Paris	Pour le Syndicat Autolib' et Velib' Métropole
Le Président Monsieur Patrick OLLIER	Le Président Monsieur Sylvain RAIFAUD